

de conserver notre liberté pourrait aboutir à un échec au pays aussi bien qu'en Europe ou qu'en Asie.

Il n'est peut-être pas sans intérêt de signaler un discours que prononçait à Montréal, le président du National-Canadien, M. Donald Gordon, qui dirigeait autrefois la Commission des prix et du commerce en temps de guerre. M. Gordon aurait dit:

L'inflation effrénée est si nuisible que le recours à n'importe quelle méthode pour l'enrayer, si difficile ou maladroite soit-elle, serait sûrement un moindre mal.

Il ajoutait:

Déjà le programme de défense influe sur le coût de la vie parce que, d'une manière sinistre et très réelle, il fait partie du coût de la survivance.

Il poursuit:

Il est évident que notre véritable niveau d'existence dépendra, comme par le passé, de la productivité de l'ensemble de l'économie canadienne. Si les prix augmentent, personne ne se réjouira plus dans le particulier que notre cinquième colonne communiste, mais personne ne protestera plus bruyamment en public; n'en doutez pas, elle s'emploiera avec diligence à hâter l'ascension des prix et des salaires.

Cette opinion de M. Gordon, je la partage entièrement. J'estime significative son allusion à la nécessité d'accroître la production. Voilà un point névralgique de la présente crise, point que le Gouvernement pourrait, avec un peu de soin, d'attention et d'encouragement, soulager et guérir. Bref, la main-d'œuvre canadienne, c'est-à-dire les ouvriers de l'usine, les employés de bureau, les cultivateurs, les salariés, ne peuvent concilier les deux aspects de la doctrine du gouvernement libéral qui, d'une part, prêche l'économie et le sacrifice aux particuliers tandis que, d'autre part, il s'en tient au train habituel, dépensant comme à l'ordinaire.

Le Gouvernement, il est vrai, a pu tenter, sans grand enthousiasme, de réaliser des économies. Mais il est temps qu'il fasse preuve de courage politique, qu'il néglige la fortification des circonscriptions pour renforcer les remparts de la nation. Il est temps de faire des économies authentiques dans tous les secteurs de l'activité gouvernementale, depuis la réduction des voyages que font les membres du Gouvernement et leurs délégués jusqu'à la remise à plus tard des travaux publics non indispensables. Les droits politiques perçus à même le dollar du contribuable canadien sont beaucoup trop élevés. Si le Gouvernement entend demander aux Canadiens de consentir des sacrifices qui abaisseront leur niveau de vie, il semblerait raisonnable qu'il commençât par réduire le sien. Or ce sont les entreprises attribuables à la faveur politique qui coûtent cher.

Mais revenons au travail canadien, le syndiqué et le non-syndiqué. Actuellement, la main-d'œuvre canadienne travaille à plein rendement. Il y a grave pénurie d'ouvriers spécialisés: fabricants d'outils, de matrices et ainsi de suite. La pénurie s'aggravera à mesure que le programme de défense nationale prendra de l'ampleur. Le discours du trône mentionne à deux ou trois reprises que la situation internationale a placé le Canada dans des circonstances critiques. Je suis moi-même de cet avis, mais j'estime que le Gouvernement devrait maintenant tâcher de faire bien comprendre aux Canadiens la gravité de la situation internationale et le besoin urgent qu'a le Canada de produire de plus en plus. A cette fin, je propose que, par l'intermédiaire du ministre du Travail (M. Gregg) et du ministre du Travail, le Gouvernement exhorte les syndicats canadiens, dans toutes les branches de l'industrie, à suspendre, pour la durée de l'état de crise nationale, l'application des dispositions de leur contrat de travail qui prévoient une semaine de travail de 40 heures ou moins, et de permettre d'augmenter de 10 p. 100 les heures de travail.

Mes propres observations dans ce domaine me portent à croire que les ouvriers consentiraient à augmenter leurs heures de travail, et partant leur production, sans qu'il y ait augmentation du salaire régulier.

S'ils y voyaient un appel à leur patriotisme et le moyen de contribuer directement à l'effort du Canada pour assurer sa défense, les travailleurs, il me semble, poseraient volontiers ce geste. Je crois même que bien des ouvriers ordinaires accueilleraient avec joie cette occasion de relever leurs revenus actuels. Ils y verraient, en quelque sorte, une façon de gagner eux-mêmes leur prime de vie chère.

Lancer un tel appel et le faire accepter, cela constituerait pour nos ouvriers un double stimulant. Tous, d'abord, ils éprouveraient ce sentiment de satisfaction que leur procurerait la certitude qu'en augmentant la production de toutes les fournitures essentielles à la défense ils contribueraient à servir la cause de la démocratie. Ils seraient enchantés, d'autre part, de profiter de cette occasion d'augmenter leur salaire. Peut-être le nouveau conseil de l'effectif national, dont le ministre du Travail (M. Gregg) nous annonçait l'autre jour la création, ici même, envisagera-t-il cette possibilité au cours de son étude sur la situation de la main-d'œuvre au Canada.

Mais une crise nationale ne joue pas seulement sur une certaine partie de la population, sur un seul secteur de l'économie. Il ne faudrait pas s'adresser seulement aux syndicats